

Bush au Proche-Orient : les vrais enjeux

Mercredi 9 janvier, le président américain George W. Bush est arrivé en Israël pour une visite dite «historique». «Une nouvelle chance» pour la paix comme il le prétend ? Rien n'est moins sûr.



■ Le président israélien Shimon Peres accueillant George W. Bush à son arrivée en Israël, le 9 janvier.

Aéroport Ben Gourion, Israël, mercredi 9 janvier : atterrissage de l'avion présidentiel Air Force one. Le président israélien Shimon Peres accueille son homologue américain George W. Bush. La visite a un nom de code : opération «Ciel ouvert». Et pour cause. Un dispositif de sécurité hors du commun a été mis en place : 11 000 policiers déployés, tireurs d'élites postés sur les toits et des quartiers entiers bouclés dans une Jérusalem en état de siège. C'est ainsi qu'a débuté la tournée d'une semaine, aux objectifs flous, de Bush au Moyen-Orient, au cours de laquelle il se rendra non seulement en Israël et dans les Territoires palestiniens mais aussi dans le Golfe et en Égypte. Il s'agit de la première visite

du président américain depuis son élection en 2001.

A son arrivée, Bush a affirmé voir «une nouvelle chance pour la paix» au Proche-Orient. Cette visite, censée s'inscrire dans la continuité de la conférence d'Annapolis qui a eu lieu aux Etats-Unis en novembre 2007, a pour but – officiel du moins – d'encourager la relance du processus de paix israélo-palestinien.

A Annapolis, les deux parties s'étaient en effet engagées à trouver un accord avant fin 2008 en vue de la création d'un Etat palestinien coexistant en paix avec Israël. Mais la tâche reste délicate. Dans les deux

camp, le scepticisme prévaut toujours et, depuis Annapolis, les négociations sont restées laborieuses.

Les Palestiniens dénoncent en effet la poursuite des opérations de colonisation, notamment à Har Horma, un quartier de Jérusalem érigé sur des terres annexées par Israël à l'issue de la guerre des Six Jours de 1967. Concernant les colonies sauvages en Cisjordanie - où il se rend au deuxième jour de sa visite - le président américain a insisté à plusieurs reprises, avant même son voyage sur la nécessité pour Israël de les démanteler.

Scepticisme des Palestiniens

Près de 270 000 Israéliens vivent entre temps en Cisjordanie, dont un tiers à l'est du mur construit en 2002. Par ailleurs, le président américain a affirmé à son arrivée que l'alliance entre les Etats-Unis et Israël garantit la sécurité de ce dernier en tant qu'«Etat juif».

Or, pour les Palestiniens, cette qualification est synonyme d'un refus du retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres désormais sous contrôle israélien. Bush a ajouté que la force de l'alliance israélo-américaine s'expliquait par une «foi partagée dans le pouvoir de la liberté humaine», en appelant à «résister à ceux qui assassinent des innocents pour atteindre des objectifs politiques.»

Enfin, le sujet de conversation majeur entre les dirigeants américain et israélien lors de la première journée n'était autre que... l'Iran. Selon un haut responsable israélien, le Premier ministre Ehoud Olmert doit présenter au président Bush des éléments collectés par les services secrets israéliens suite au rapport de la CIA publié le 3 décembre dans lequel la CIA affirme que l'Iran a suspendu son programme nucléaire militaire en 2003. L'enjeu inavoué de la visite ? ■

AMINA BOUBIA

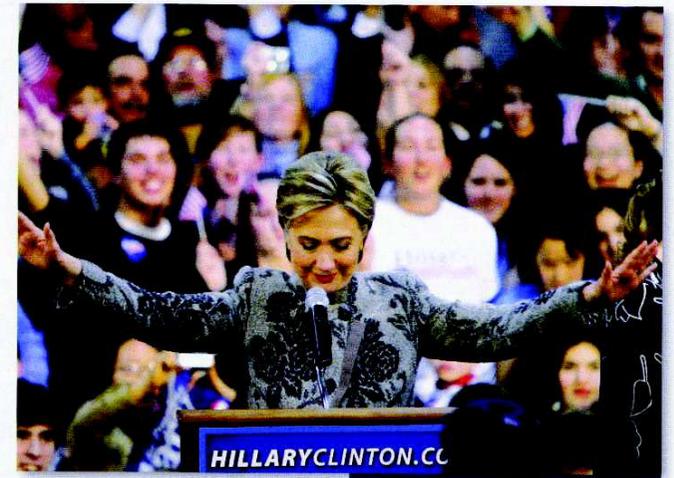
Etats-Unis La campagne bat son plein

Après l'angoisse et un sacré retournement de situation, Hillary Clinton explose de joie. Mardi 8 janvier au soir, la sénatrice de New York a remporté de justesse et à la surprise générale la deuxième étape des primaires démocrates au New Hampshire, alors que les sondages avaient placé en tête le sénateur de l'Illinois Barack Obama, 46 ans. 39% des suffrages pour Clinton contre 37% pour Obama. Le jeu reste donc serré. Lors de la première étape dans l'Iowa, où Hillary Clinton était donnée gagnante, c'est Obama qui a remporté une victoire très inattendue. Clinton, elle, n'est arrivée qu'en troisième position après l'ancien sénateur de Caroline du nord John Edwards.

Cette victoire surprenante d'Obama avait laissé penser que les jeux étaient faits pour le camp démocrate. Mais après le succès inespéré de Clinton au New Hampshire, la course est de nouveau lancée.

Un scrutin inédit

De la femme de l'ex-président américain Bill Clinton ou du jeune sénateur noir souvent comparé à John F. Kennedy ou à Martin Luther King, qui l'emportera ? La question restera ouverte sans doute jusqu'au «Super Monday» du 5 février, date à laquelle voteront plus de vingt Etats à la fois. Si Clinton ambitionne de devenir la première présidente des Etats-Unis, Obama pourrait



■ Hillary Clinton est désormais à égalité avec Barack Obama, son rival direct du camp démocrate.

bien devenir le premier président noir du pays. Du côté des républicains, John Mc Cain, héros de la guerre du Vietnam, est revenu sur le devant de la scène avec 37% des voix, tandis que l'ancien gouverneur de l'Arkansas et pasteur baptiste Mike Huckabee, qui a remporté les primaires dans l'Iowa, termine troisième.

Le riche homme d'affaire mormon et ex-gouverneur du Massachusetts Mitt Romney est arrivé comme dans l'Iowa en

seconde position avec 32% des votes. Quant à l'ancien maire de New York Rudolph Giuliani, surnommé le «maire de l'Amérique» après les attentats du 11 septembre 2001, il n'obtient que la quatrième place, après un score déjà médiocre dans l'Iowa. ■

A. B.

«Politique de civilisation» à la Sarkozy

C'est dans une salle des fêtes archicomble à l'Élysée qu'a eu lieu mardi 8 janvier la première grande conférence de presse du président français Nicolas Sarkozy, en baisse dans les sondages. L'occasion pour lui d'étayer sa «politique de civilisation» controversée, évoquée lors de ses vœux du 31 décembre 2007. Cette politique, Sarkozy l'a décrite comme «une politique de la vie», «une politique de l'homme» qui permettrait à la France d'être «l'âme de la nouvelle renaissance dont le monde a besoin», en remettant la ville et l'école au centre de son projet.

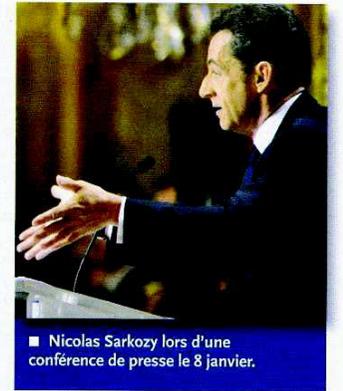
Loin d'être inventée par le président ou son nègre Henri Guaino, cette notion est reprise au sociologue Edgar Morin, co-auteur avec le politologue Sami Naïr de *Une politique de civilisation* publié en 1997. La veille

de la conférence de presse, l'intellectuel a été reçu à l'Élysée pour un entretien avec le président. Interrogé par la suite sur l'utilisation que fait chef de l'Etat de cette notion, Edgar Morin a parlé de décalage et de contradictions entre son concept et ce que Sarkozy semblait en retenir.

«L'homme au centre»

Selon lui, «la politique de civilisation ne doit pas être hypnotisée par la croissance». Il s'agit d'une politique qui « vise à remettre l'homme au centre de la politique, en tant que fin et moyen et à promouvoir le bien-vivre au lieu du bien-être. » Il a ajouté par ailleurs regretter que la gauche n'ait pas saisi l'occasion de s'emparer du concept «alors qu'il lui était destiné.» ■

A. B.



■ Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse le 8 janvier.